

MÉMOIRE D'AVENIR

— LE MAGAZINE DES ARCHIVES NATIONALES — N° 56 — OCT.-DÉC. 2024

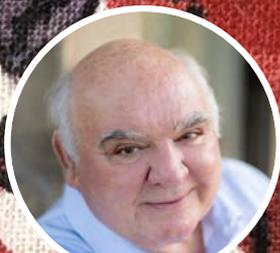
L'événement

**MADE IN FRANCE,
UNE HISTOIRE DU TEXTILE**



En coulisses

Le bureau du roi,
le sang de Robespierre
et le médecin légiste



Grand témoin

Michel Pastoureau
« Je connais bien mieux le sport
que tout le reste! »



Bruno Ricard,
directeur des Archives nationales

© Tristan Reynaud/Sipe Press

Édito

Les Archives nationales vous proposent, cette année, une rentrée placée sous le signe du textile et de la couleur avec l'exposition *Made in France*. Mais quel rapport avec les archives ?

Les Archives nationales ne sont ni un musée des tissus, ni un musée de la mode, ni un musée des techniques, ni un centre d'archives dédié au monde industriel et commercial. Et pourtant... Elles conservent une pépite qui enchante les sens et l'esprit : des milliers d'échantillons de tissus aux couleurs intactes, préservées de la lumière depuis des siècles ; des textiles en toutes matières et qui servaient à tous les usages, toutes les classes sociales, dans tous les territoires. C'est un pan entier de notre culture matérielle, connu principalement par l'iconographie et la littérature, qui est ainsi mis en lumière et s'offre à notre regard et à notre toucher. Venez nombreux découvrir cette exposition ! Je vous invite aussi à explorer les autres sujets développés dans ce magazine, de l'intérêt pour la couleur (et le sport) de Michel Pastoureau aux réfugiés de la Guerre d'Espagne, en passant par les archives de Bruno Latour ou la « table de Robespierre », exposée à l'hôtel de Soubise, dont la science vient de confirmer ce qui aurait pu n'être qu'une légende...

Bonne lecture !

Sommaire

06

L'événement

Made in France, une histoire du textile

09

Fonds & collections

- Noria : l'intelligence artificielle au service de la recherche sur l'Algérie
- Bruno Latour (1947-2022) : archives d'un chercheur incontournable

12

En coulisses

- Élixa Dupuis, l'archiviste qui venait du froid
- *Cold case* aux Archives nationales

15

Notre histoire

Le Trésor des chartes : des archives mythiques, un lieu prestigieux

16

Grand témoin

Michel Pastoureau : « *Je connais bien mieux le sport que tout le reste !* »

18

Passerelles

- Guerre d'Espagne : faire la lumière sur l'histoire des réfugiés
- Objets et lettres aux Rencontres Artec

Directeur de la publication : Bruno Ricard. Responsable d'édition : Gérald Gauguier. Rédactrice en chef : Nesma Kharbache. Comité de rédaction : Claire Béchu, Ghislain Brunel, Gérald Gauguier, Gabrielle Grosclaude, Nesma Kharbache, Armelle Laperrière, Marie-Françoise Limon-Bonnet, Sabine Meuleau, Bruno Ricard, Thomas Van de Walle. Contributeurs : Claire Béchu, Marine Benoit-Blain, Martin Champion, Roseline Claerr, Nesma Kharbache, Anne Le Foll, Michel Mastrolillo, Sabine Meuleau, Alexia Raimondo, Thomas Roche, Anne Rohfritsch, Clothilde Roullier, Natacha Villeroy, département de l'Image et du Son. Conception graphique et mise en pages : Citizen Press. Illustrations de couverture : Archives nationales de France ; portrait de Maximilien de Robespierre (1758-1794), anonyme, vers 1790 - © Musée Carnavalet. Impression : Merico. Dépôt légal : octobre 2024. ISSN : 2108-2421. Reproduction, intégrale ou partielle, des textes et des illustrations des Archives nationales autorisée sous réserve de l'accord de la rédaction. Contact : communication.archives-nationales@culture.gouv.fr.



Le mot de l'archiviste

«GRANDS DÉPÔTS»

En 1808, l'État achète l'hôtel particulier de Soubise, dans le Marais, à Paris. Napoléon I^{er} y fait regrouper des archives, jusqu'ici dispersées. Mais ces espaces inadaptés s'avèrent vite saturés. Décision est prise par Napoléon III, son neveu, de bâtir des « magasins » de conservation, fonctionnels et solennels : les « Grands Dépôts ».

Ces magasins contiennent aujourd'hui 150 000 documents d'archives, conservés sur 15,4 kilomètres linéaires et cinq niveaux. Ils couvrent de vastes périodes historiques, des Mérovingiens à la Révolution française.

Les Grands Dépôts sont le « coffre-fort » des plus anciens et des plus précieux documents de l'histoire de France ! Tradition républicaine oblige, chaque année, les curieux peuvent les visiter, lors des Journées européennes du patrimoine et de la Nuit européenne des musées.

ARCHIVES ET DÉMOCRATIE : un thème fédérateur

Le groupement d'intérêt scientifique (GIS) « Archives et démocratie » a vu le jour le 31 mai 2024, au Sénat, sous l'impulsion d'Isabelle Alfandary, philosophe et professeur de littérature américaine à l'université Sorbonne Nouvelle. Fondé en partenariat avec l'Institut national de l'audiovisuel et le Collège de France, à travers la chaire de Patrick Boucheron, ce GIS associe étroitement les Archives nationales. Il entend être un acteur à part entière du débat scientifique et citoyen autour de la place des archives dans les sociétés contemporaines.

JOP 2024

La flamme illumine les Archives nationales

Moment exceptionnel, le 25 juillet dernier ! À la veille de l'ouverture des Jeux olympiques et paralympiques, la relayeuse Fatima Charkaoui a traversé notre site de Pierrefitte-sur-Seine. L'athlète de l'AS Pierrefitte, très engagée auprès des jeunes, a porté haut la flamme olympique de Paris 2024 devant quelque 500 collaborateurs et invités, dont de nombreux enfants. Une vingtaine d'agents ont participé à l'organisation de cet événement qui a ébloui grands et petits. Ce passage marque l'ancrage des Archives nationales en Seine-Saint-Denis. L'institution accueille chercheurs, étudiants et visiteurs depuis plus de dix ans sur le territoire de Plaine Commune.



© Céline Brégand/Sipa Press

Abonnez-vous et recevez gratuitement chez vous *Mémoire d'avenir*, le journal des Archives nationales !

PAR COURRIER

Prénom
 Nom
 Organisme Fonction
 Adresse postale
 Code postal Ville
 Mail

J'accepte de recevoir les mailings des Archives nationales

À RETOURNER À :

Archives nationales - Service Communication - 59, rue Guynemer - 90001 - 93383 Pierrefitte-sur-Seine Cedex

EN LIGNE



LES ARCHIVES FONT L'HISTOIRE DU SPORT!

En cette année olympique, la Grande Collecte des archives du sport touche à son terme. Lancée en 2022, elle vient combler des lacunes dans ce domaine, sur un constat des historiens du sport. Cette campagne nationale recueille des archives privées du monde sportif : clubs et associations, entreprises du secteur, athlètes, etc.

« La Grande Collecte mobilise 185 services – archives municipales, départementales et nationales –, partout dans l'Hexagone et outre-mer, expose Juliette Hayette, chargée de mission au Service interministériel des archives de France, qui coordonne l'opération. Les fonds, surtout iconographiques,

portent sur des sports traditionnels, comme le foot, le basket ou encore le rugby, folkloriques, comme les échasses des Landes ou les boules parisiennes, ou insolites à l'instar du motoball club Houlgate, en Normandie. »

Daté de 1805, le plus ancien fonds concerne une compagnie de tir à l'arc de l'Aisne. Le plus volumineux s'étend sur 20 mètres linéaires et provient du Racing Club de France. Une cérémonie s'est déroulée aux Archives nationales, le 27 septembre dernier, pour célébrer les premiers résultats de cette Grande Collecte.



▲ Venu d'Union soviétique, le motoball arrive à Houlgate, en Normandie, en 1934. Ici, match de coupe d'Europe France-URSS à Houlgate en 1975. Aujourd'hui, on compte 13 clubs en France. © Archives départementales du Calvados, 1J/700

LES RENDEZ-VOUS DE L'HISTOIRE DE BLOIS

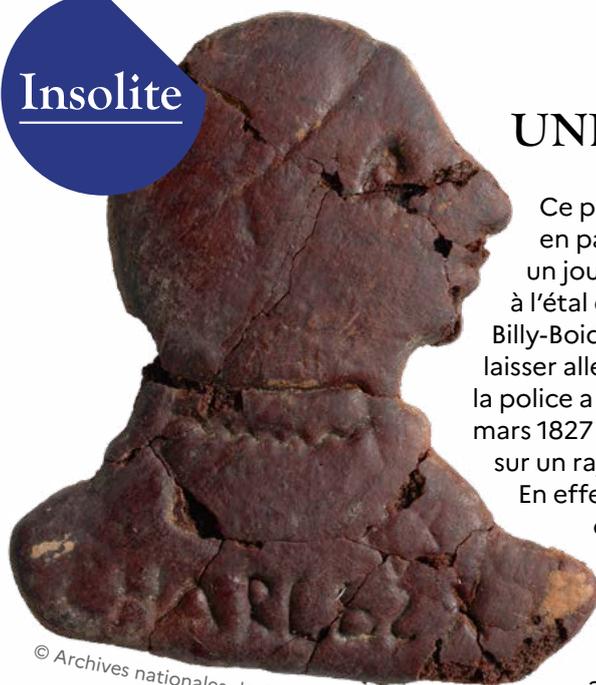
Conférences sur la ville

Les Archives nationales sont présentes à la 27^e édition des Rendez-vous de l'histoire de Blois, du 9 au 13 octobre. Ils ont pour thématique « la ville ». Trois conférences l'illustreront en évoquant :

- les actions en faveur de l'amélioration de la qualité de la vie en « verdissant » la ville (années 1970);
 - la vie dans un hôtel particulier, à Paris, dans les années 1860-1920;
 - les populations animales dans les villes (xix^e-xx^e siècles).
- Une projection présentera un documentaire sur l'architecture sociale.

► Programme : rdv-histoire.com

Insolite



UNE ARCHIVE... EN PAIN D'ÉPICES

Ce petit bonhomme en pain d'épices a dû être, un jour, bien appétissant à l'étal du confiseur messin Billy-Boidard. Mais, sans se laisser aller à la gourmandise, la police a saisi le gâteau en mars 1827 et l'a condamné à rassir sur un rayonnage d'archives.

En effet, le manger aurait constitué un crime de lèse-majesté! Billy-Boidard, plutôt habitué à fabriquer des Saint-Nicolas, avait changé de modèle

en optant pour la silhouette du roi Charles X, manifestant ainsi son opposition à la politique du souverain.

Cet objet séditieux est conservé dans la série des pièces à conviction du musée des Archives nationales. Il fait l'objet, à partir de l'automne 2024, d'une publication sur ObjetsPol, le site de médiation scientifique du Centre de recherche en histoire européenne comparée de l'université Paris-Est Créteil. Ce site est consacré aux objets politiques au siècle des révolutions (fin xviii^e-fin xix^e siècle).

LANGUE FRANÇAISE

Une journée pour tout savoir sur l'ordonnance de Villers-Cotterêts



▲ Cité internationale de la langue française, à Villers-Cotterêts, dans l'Aisne. © Pierre-Olivier Deschamps/CMN

À l'occasion de l'inauguration de la Cité internationale de la langue française en octobre 2023, les Archives nationales ont présenté leur exemplaire imprimé de l'ordonnance de Villers-Cotterêts dans le château où François I^{er} signa, en août 1539, cet acte royal majeur (lire *Mémoire d'avenir* n° 53).

Dans ce même lieu désormais rénové, la Délégation générale à la langue française et aux langues de France organise, le 27 novembre, une journée d'étude pour mieux comprendre la genèse, la réception et la postérité de ce texte législatif, l'un des plus importants du xvi^e siècle. Cette rencontre est organisée en partenariat avec les Archives nationales et les centres de recherche Jean-Mabillon et Roland-Mousnier. Premier volet du colloque dédié aux 30 ans de la loi du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française, dite loi Toubon, elle se concentrera sur les articles consacrant l'usage obligatoire du français dans les actes administratifs et judiciaires.

► Entrée libre sur inscription



Le
savez-
vous ?

LES BONNES ONDES DE LA TOUR EIFFEL

La convention de construction de la tour Eiffel est le document *Remarquable* présenté à l'hôtel de Soubise du 18 septembre au 6 janvier. L'occasion de rappeler la place de la tour dans l'histoire des sciences. Saviez-vous que Gustave Eiffel avait prévu trois laboratoires au dernier étage de sa tour, dès l'origine ? Pendant l'exposition universelle de 1889, l'ingénieur y installe une station météorologique. Il mène des expériences sur la chute des corps, profitant des 312 mètres de l'édifice, alors le plus haut du monde. Les essais conduits sur la télégraphie sans fil (TSF) convainquent l'armée de l'importance stratégique de la tour... et la sauvent ainsi de la destruction au début du xx^e siècle.

Parmi les savants impliqués figurent Eugène Ducretet, concepteur d'instruments de mesure de précision, et son collaborateur Ernest Roger, dont les Archives nationales viennent d'acquiescer les archives.

Elles comprennent le premier télégramme transmis de la tour Eiffel au Panthéon, en novembre 1898, et documentent la naissance de la TSF, ainsi que leurs autres recherches.

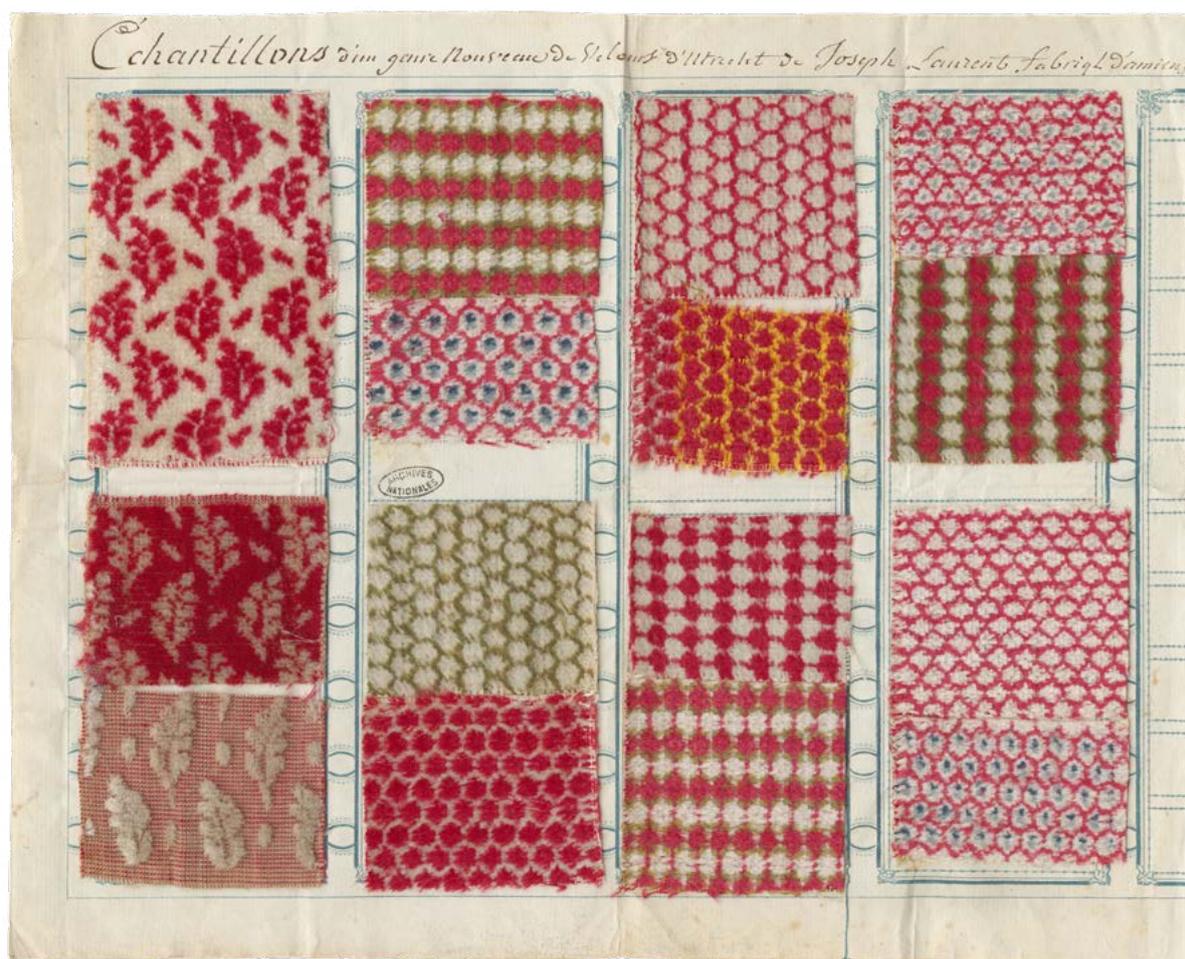


historia.fr **Historia**

Tous les mois, retrouvez-nous sur le site www.historia.fr et découvrez des documents méconnus ou peu connus, commentés par un agent des Archives nationales.

EXPOSITION

*Made in France,
une histoire du textile*



▲ Planche d'échantillons de velours d'Utrecht, 1786; F/12/2312. © Archives nationales de France

À l'heure où l'industrie textile est au cœur d'une prise de conscience environnementale et éthique, les Archives nationales reviennent sur trois siècles et demi d'histoire de cette production *made in France*.

Draps de laine du Nord ou du Languedoc, soieries lyonnaises, toiles de lin de Bretagne ou coton du Beaujolais... Longtemps présente sur tout le territoire, cette industrie a, aujourd'hui, presque disparu.

Anne-Sophie Lienhard, conservatrice du patrimoine, responsable du pôle Industrie, Commerce, Tourisme, Postes et Télécommunications



▲ Planche de description technique de l'apprêt des draps de laine dans les manufactures de Picardie, 1779. Dessin aquarellé; F/12/678. © Archives nationales de France

En 1669, Jean-Baptiste Colbert édicte des règlements généraux qui encadrent la fabrication des draps de laine et des teintures. Pour veiller à l'application de ces normes, le contrôleur général des finances de Louis XIV installe des inspecteurs des manufactures sur tout le territoire national. Lors des tournées qu'ils réalisent plusieurs fois par an, ils recueillent des échantillons textiles transmis à l'administration. Les Archives nationales les conservent dans la sous-série F/12, consacrée au commerce et à l'industrie. Entre 2019 et 2021, le pôle Industrie, Commerce, Tourisme, Postes et Télécommunications des Archives nationales entreprend un long et minutieux travail de repérage et de récolement de ces échantillons, répartis dans des centaines de boîtes et cachés au milieu de rapports. Jusqu'alors, leur éparpillement rendait leur exploitation complexe. Plusieurs milliers d'entre eux en matières naturelles – laine, soie, lin, chanvre et coton – sont identifiés.

Retrouver des techniques disparues

L'étude des échantillons fait prendre conscience de leur intérêt. Chacun est, en effet, placé dans un dossier permettant de documenter son contexte de production. On peut ainsi déterminer avec précision le nom du ou des textiles collectés, l'année et le lieu de leur fabrication.

Certains dossiers comportent même des indications techniques très précises, que ce soit pour le textile ou sa teinture. Les Archives nationales ont d'ailleurs mené un projet de recherche sur ce dernier point avec l'Institut national d'histoire de l'art.

Quant aux rapports de tournées des inspecteurs, ils mettent en lumière la grande diversité de la production française aux XVIII^e et XIX^e siècles, et son importance économique et sociale. La sous-série F/12 permet de découvrir des textiles disparus, en particulier ceux à usage populaire dont on ne garde presque aucune trace.

De Colbert à la période contemporaine

Fortes de la richesse des échantillons, les Archives nationales ont souhaité les faire découvrir à un large public. Elles ont élaboré l'exposition *Made in France*, qui prend pour angle d'attaque l'encadrement et le soutien que l'État a apporté au secteur textile.

Si la majorité des échantillons de la sous-série F/12 date du XVIII^e siècle, l'exposition amène les visiteurs jusqu'à la période contemporaine. Le but : présenter la longue évolution de l'industrie textile jusqu'à nos jours. Tout un pan de l'histoire du textile français est ainsi présenté : des règlements de Colbert aux crises économiques de la fin du XX^e siècle, qui ont ▶



© Anne-Emmanuelle Thion

Le mot du mécène

Patrick Frey,
directeur artistique de la maison Pierre Frey

« Mon père a créé notre maison en 1935 et nous possédons 35 000 archives qui retracent l'histoire du tissu français depuis le XV^e siècle. J'estime qu'il est du rôle des maisons et des industriels français de transmettre l'Histoire avec un grand H, dont les étoffes sont les témoins, et de soutenir une institution comme les Archives nationales. Les gens ont souvent du mal à imaginer ce qu'on peut réaliser avec du tissu d'ameublement, qui est un produit semi-fini, et les règles sous-jacentes à sa fabrication. Avec cette exposition, on leur montre du concret. La plupart de nos tissus sont fabriqués dans nos propres ateliers dans le nord de la France, avec un souci de qualité, un maintien des savoir-faire anciens ainsi que de l'innovation. Dans notre métier, comme aux Archives nationales, il y a de la conformité et de la continuité : on respecte le dessin d'origine, on conserve son âme. On est loin du textile banal que l'on trouve dans la fast fashion, où l'on a perdu la notion du made in France. »



▲ Robe d'après-midi coupée dans un tissu labellisé Fléa, griffe « Au printemps » (grand magasin), v. 1953. Toile de fibranne imprimée de taches vertes sur fond bleu, ceinture noire en plastique. © Palais Galliera, musée de la Mode de la ville de Paris, GAL1961.82.4 (1-2).

- ▶ pratiquement fait disparaître ce secteur industriel en France. Des vêtements, machines et objets, ainsi que des documents iconographiques empruntés à plusieurs institutions, dialoguent avec les échantillons. L'exposition inclut des textiles contemporains fabriqués en France, comme ceux offerts par la maison Pierre Frey, qui fabrique étoffes et tapis, et les galons du créateur de ruban haute couture Julien Faure. Ils apportent un éclairage sur la production actuelle dans la scénographie.

Le textile au XVIII^e siècle

Répartie sur tout le territoire, l'industrie textile française du XVIII^e siècle est d'une grande diversité.

Les principales zones de production de la laine se trouvent en Normandie, dans le nord de la France et dans le Languedoc. Ce dernier territoire produit, par exemple, des draps fins, comme les londrins ou les bayettes, destinés à l'exportation vers le Levant, l'Espagne ou l'Amérique latine.

Le lin connaît une étendue géographique aussi importante. Les toiles dites « bretagnes » sont exportées par les négociants de Saint-Malo sur les marchés hispano-américains.

La Grande Fabrique de Lyon s'est, elle, spécialisée depuis longtemps dans la soie de qualité, alors que Nîmes produit de la moindre qualité. On retrouve également de la soie à Tours et à Paris.

Le coton, enfin, s'établit dans quelques grands centres, comme à Jouy avec l'ouverture de la manufacture en 1760.

La conclusion de l'exposition s'intéresse à la relocalisation de certains secteurs en France, notamment la filière du lin.

Textile et environnement

Ce renouveau n'est pas sans lien avec la prise de conscience du coût environnemental que représente le textile. Outre les produits polluants utilisés tout au long du processus de fabrication, le transport des textiles d'un bout du monde à l'autre est loin d'être négligeable. L'information du consommateur est devenue l'une des préoccupations de l'Europe et de l'État français, avec la mise en place, très récente, d'Écobalyse, une étiquette environnementale. Une nécessité, que relève l'exposition *Made in France*, face aux effets de la *fast fashion* qui pousse un Français

à acheter 9 kilos de vêtements chaque année, et un Européen à jeter, en moyenne, 12 kilos de textile par an. ●



Une œuvre collective brodée et tissée

En dialogue avec l'exposition, les Archives nationales accueillent Anaïs Beaulieu, plasticienne et brodeuse. La présentation de ses œuvres, pour la plupart réalisées avec des matériaux de récupération, prolonge la réflexion sur les enjeux environnementaux de l'industrie textile.

Dès la cour d'honneur du musée, le visiteur découvre une œuvre collective tout le long de la colonnade. Une cinquantaine d'habitants de Seine-Saint-Denis et d'agents des Archives participent depuis mars à des ateliers de broderie urbaine. Ils tissent et brodent un motif issu d'un numéro de *Modes et Travaux* des années 60. Une façon de faire du lien entre les deux sites des Archives nationales.

La Société choletaise de fabrication soutient ce projet. Impliquée dans une démarche de responsabilité sociale et environnementale, elle a fourni les 6000 mètres de galons nécessaires à la réalisation de l'œuvre.

En
pratique

Made in France - Une histoire du textile de Colbert jusqu'à nos jours
DATES

Du 16 oct. 2024 au 27 janv. 2025.
Lundi, mercredi-vendredi,
de 10 h à 17 h 30.

Samedi-dimanche, de 14 h à 19 h.

LIEU

60, rue des Francs-Bourgeois, Paris.

NORIA

L'intelligence artificielle au service de la recherche sur l'Algérie

Un nouvel « agent conversationnel » en ligne, un *chatbot*, vise à faciliter l'accès aux archives produites par l'administration française en Algérie durant la période coloniale (1830-1962).

Agnès D'Angio-Barros, responsable du département de l'Accueil des publics de Pierrefitte-sur-Seine

L'accroissement constant des demandes de recherche de type administratif entraîne, chez les usagers, le besoin grandissant d'une aide simple à l'orientation. L'enjeu : identifier précisément un document ou localiser le lieu où il est conservé.

Pour des recherches sur les dossiers produits par l'administration française en Algérie de 1830 à 1962, nombre d'utilisateurs se tournent vers les services d'archives français. Les questions les plus fréquentes portent sur l'état civil, les parcours militaires et les dossiers de carrière, les dossiers de demande de naturalisation et les preuves de nationalité.

Les deux institutions les plus sollicitées par les usagers sont les Archives nationales d'outre-mer et les Archives nationales. Cependant, celles-ci ne conservent pas tous les types de dossiers recherchés. De ce fait, elles procèdent très souvent à des réorientations réciproques et vers d'autres institutions, en France et en Algérie.

Par ailleurs, depuis quelques années, le Service interministériel des archives de France, qui pilote le réseau des services publics d'archives, mène une réflexion sur la construction d'outils numériques destinés à faciliter l'identification d'un document et sa localisation dans un service.

Nationalité française, services militaires et carrières professionnelles

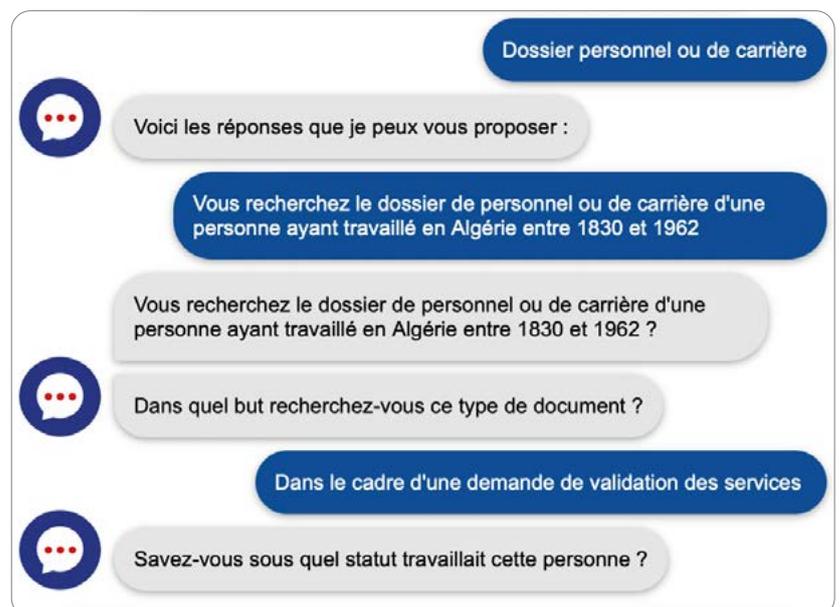
La rencontre entre cette aspiration et la situation propre aux recherches administratives sur

l'Algérie des années 1830-1962 a abouti à la conception de Noria (nouvelle orientation de recherche interactive dans les archives) et à son ouverture sur France Archives, en mai 2024.

Cet « agent conversationnel » (ou *chatbot*) intègre une intelligence artificielle qui permet d'analyser et de comprendre, de manière automatisée, une demande exprimée par une personne en langage naturel. Avant sa mise en ligne, cet outil a été testé auprès d'un panel d'utilisateurs sur la compréhension du périmètre d'orientation proposé, la fluidité des parcours et la clarté des réponses apportées. Noria a été conçu comme

un service évolutif. Sa première version se concentre sur la nationalité française, les services militaires et les carrières professionnelles. Son succès permettra d'envisager une extension à d'autres domaines faisant l'objet de demandes massives auprès des services publics d'archives. Noria sera bientôt déployé sur le nouveau site Internet des Archives nationales. ●

► [Consulter Noria sur le portail France Archives](#)



Le chatbot Noria permet une « nouvelle orientation de recherche interactive dans les archives » grâce à l'intelligence artificielle. © DR

BRUNO LATOUR (1947-2022)

Archives d'un chercheur incontournable

Le 6 mai dernier, une cérémonie a réuni, autour de la famille de Bruno Latour, Rachida Dati, ministre de la Culture, et des représentants des Archives nationales pour officialiser le don des archives de ce grand intellectuel français. Un véritable événement pour la recherche française !

Cécile Fabris, responsable du département de l'Éducation, de la Culture et des Affaires sociales, et Anne Rohfritsch, responsable du pôle Éducation, Recherche, Jeunesse et Sports



© DR

Philosophe, sociologue des savoirs et des arts, anthropologue et politiste de la vie contemporaine, Bruno Latour (1947-2022) est l'un des intellectuels français les plus importants de sa génération. L'entrée aux Archives nationales de ses archives, d'un intérêt scientifique et patrimonial considérable, marquera l'histoire de la recherche française. En effet, penseur incontournable d'un présent qui « *n'a jamais été moderne* », il a touché à presque tous les domaines du savoir : sciences et techniques, droit, art, religion, etc. Bruno Latour a aussi été l'un des premiers à percevoir

les enjeux de la pensée écologiste. Sa carrière d'enseignant-chercheur s'est d'abord déroulée dans des écoles d'ingénieurs, au Conservatoire national des arts et métiers puis à l'École des mines de Paris. En 2006, le philosophe est nommé professeur des universités à l'Institut d'études politiques de Paris, dont il devient en 2007 le directeur adjoint et directeur scientifique. En 2018, Bruno Latour a donné ses archives antérieures à 2010 à sa ville natale de Beaune, en Côte-d'Or. Classées et mises à disposition aux archives municipales, elles font,

aujourd'hui, l'objet d'exploitations scientifiques et d'un projet de numérisation en partenariat avec la Maison des sciences de l'homme de l'université de Bourgogne. Après son décès, en octobre 2022, sa famille s'est tournée vers les Archives nationales pour que les archives de ses dix dernières années d'activité soient également conservées et communiquées dans le réseau public des archives.

Un matériau vivant

Constitué de papiers et de centaines d'ouvrages annotés, cet ensemble comporte aussi nombre d'archives numériques, issues de son ordinateur et autres supports informatiques (tablette, clés USB, etc.), pour lesquelles les Archives nationales ont développé une expertise reconnue. Cette dimension, plus originale, est liée au côté précurseur de Bruno Latour, qui s'est beaucoup interrogé sur la place prise par le numérique dans nos sociétés. Photographies, dossiers de travail, fichiers et notes, correspondances intellectuelles, enregistrements sonores et audiovisuels, manuscrits et textes en genèse, parfois peut-être inédits : tous ces documents viendront nourrir de nouvelles recherches autour de son œuvre et de ses thématiques privilégiées. En décembre 2024, la place majeure de cet intellectuel dans



▲ Chantal Latour et ses enfants, Robinson et Chloé, lors de la signature de la convention de don des archives de Bruno Latour, avec la ministre de la Culture, Rachida Dati, et Bruno Ricard, directeur des Archives nationales. © Chang Martin/Sipa Press

la pensée politique et écologique contemporaine sera l'objet d'un colloque réunissant archivistes et chercheurs, en particulier de l'Institut d'études politiques de Paris. Un travail en réseau sera engagé avec les autres institutions qui conservent des archives ou des livres de Bruno Latour – archives municipales de Beaune, Maison des sciences de l'homme de l'université de Bourgogne, Médialab (laboratoire interdisciplinaire de Sciences Po), École des mines de Paris. Désormais, les archives scientifiques de Bruno Latour font l'objet de tous les soins des équipes des Archives nationales. Elles seront classées et mises à la disposition du public d'ici à 2026. ●

Repères

1947

Naît à Beaune.

1975

Soutient sa thèse en théologie.

1982-2006

Enseigne à l'École des mines de Paris.

2006-2017

Enseigne à Sciences Po Paris. Lance le programme d'expérimentation en arts et politique (Speap); fonde Médialab, laboratoire de recherche interdisciplinaire sur le numérique.

2022

Décède à Paris.

Bruno Latour est l'auteur de nombreux ouvrages, dont *La Vie de laboratoire* (avec Steve Woolgar); *Nous n'avons jamais été modernes*; *La Fabrique du droit*; *Face à Gaïa: huit conférences sur le nouveau régime climatique*; *Où suis-je ?*



© Chang Martin/Sipa Press

Questions à Chantal Latour

Passionnée de musique et de chant, Chantal Latour fait partie d'un collectif artistique, S-composition. Elle a également écrit de nombreux articles, notamment sur le féminisme et le vieillissement. Elle explique le choix de donner les archives de son mari aux Archives nationales.

De son vivant, votre mari avait déjà confié une partie de ses documents à des archives municipales. Vous poursuivez sa démarche, mais avec les Archives nationales, cette fois. Pourquoi ce choix ?

Après avoir appris qu'il était atteint d'un cancer, en 2018, Bruno a décidé de donner ses archives professionnelles aux archives de Beaune. Il était très attaché à sa ville natale, où la maison de vins Latour a toujours ses bureaux, rue des Tonneliers. C'est là où il a passé son enfance. Ces archives se trouvaient dans son bureau, dans le village de Châtel Perron dans l'Allier. Elles s'arrêtent à l'année 2012. Pour les années 2012-2022, Bruno n'avait pas pris de décision. Pour lui, il s'agissait de documents sur lesquels il travaillait depuis Paris, en relation avec de nombreuses personnes, collègues et amis du monde entier, comme l'enquête sur les modes d'existence ou le nouveau régime climatique en lien avec Gaïa et les zones critiques.

Qu'attendez-vous de ce don en termes de rayonnement de la pensée et des travaux de Bruno Latour ?

Devant les enjeux liés aux questions écologiques et l'urgence qui caractérise la période actuelle, nos enfants, Chloé et Robinson, et moi-même avons considéré comme important de déposer ces documents aux Archives nationales. Nous espérons qu'elles les mettront rapidement en valeur et donneront un accès maximal à des personnes qui pourront ainsi bénéficier de l'immense travail que Bruno a mis en œuvre.

► Sur le travail de Chantal Latour, voir :



ÉLISA DUPUIS, l'archiviste qui venait du froid



Pendant trois années consécutives, Élisa Dupuis, chargée d'études documentaires au pôle Outre-Mer et Coopération, s'est rendue en Antarctique de l'Est. Là, elle a exploré les archives des stations Dumont-d'Urville, Robert-Guillard et Concordia, dans le cadre d'un projet de recherche en sciences sociales et d'une lettre de mission des Archives nationales. De retour à Paris, elle expose son travail et son expérience au cercle polaire.

Nesma Kharbache, rédactrice en chef



▲ Raid d'acheminement des vivres et du carburant à la station Concordia, située à 1200 km de la côte antarctique. © Élisa Dupuis/Archives nationales de France

Vingt-cinq heures de vol depuis Paris jusqu'à Hobart en Tasmanie, puis cinq jours de mer démontée à bord de L'Astrolabe, un navire brise-glace logistique. Cap sur l'Antarctique de l'Est!

C'est le trajet qu'a effectué Élisa Dupuis, chargée d'études documentaires au pôle Outre-Mer et Coopération aux Archives nationales.

Formée en histoire de l'art et archéologie, Élisa travaille plusieurs années au service du patrimoine historique de la collectivité des Terres australes et antarctiques françaises (Taaf). « *Ma mission a commencé par quatre mois aux îles Kerguelen, puis un an à La Réunion, mon île natale, avant de rejoindre Paris, en 2015. Dans le cadre de ce poste, j'ai travaillé pour la première*

► Concordia, l'une des trois stations scientifiques du continent antarctique. Cette base est située sur le Dôme C, une calotte glaciaire de 3300 mètres d'épaisseur. © Élixa Dupuis/Archives nationales de France

fois avec les Archives nationales et le Service interministériel des archives de France, autour de l'entrée de fonds d'archives », relate-t-elle.

Avec une océanographe praticienne des mers australes et polaires, Élixa, désormais responsable de fonds aux Archives nationales, conçoit un projet universitaire interdisciplinaire : « Habiter l'Antarctique et en être habité ». Projet que soutient l'Institut polaire français Paul-Émile Victor (Ipev) pendant trois ans. Objectif : étudier le sentiment d'appartenance au continent antarctique, cet espace de 14 millions de kilomètres carrés, qui n'appartient à aucun pays du globe.

Trois missions autour du pôle Sud

De 2021 à 2024, Élixa Dupuis y séjourne trois fois, pendant l'été austral, pour conduire une enquête ethnographique. « J'ai toujours porté de l'intérêt aux personnes qui prennent le large et aux formes d'humanité qui émergent dans des milieux contraignants », indique-t-elle. Cette enquête intègre des observations archivistiques : identifier le circuit de production des archives locales, les typologies et les usages qui en sont faits par les expéditionnaires. « Les services logistiques et techniques, qui en ont toujours l'usage, produisent une partie des archives des stations Dumont-d'Urville, Robert-Guillard et Concordia. Les archives scientifiques repartent souvent avec les personnes et retournent aux laboratoires, expose l'archiviste. Quant aux archives historiques, elles sont accessibles à l'état numérique. » Les originaux, conservés au siège de l'Ipev à Brest, rejoignent progressivement les fonds des Archives nationales. Sur place, Élixa travaille avec de nombreux corps de métiers : logisticiens, techniciens,



scientifiques. Tous s'impliquent autant dans le déploiement de la recherche que dans le savoir-vivre ensemble. « Au cours des missions s'entrelacent les archives administratives et les archives personnelles, à travers des documents plus intimes et les souvenirs », observe-t-elle.

Un raid de ravitaillement sur 1 200 kilomètres

Élixa participe aux raids de ravitaillement de Concordia, station gérée par la France et l'Italie, où vivent quelque 70 personnes de diverses nationalités. Depuis le littoral, 1200 kilomètres à parcourir... Une « caravane des glaces », constituée de dix personnes, relie en dix jours Concordia, à 3300 mètres d'altitude. « Ces raids acheminent du gasoil, du matériel et des vivres pendant l'été, où il peut faire jusqu'à -50 °C. Chacun conduit son véhicule, seul dans sa cabine, dix heures par jour, témoigne Élixa. Les techniques de navigation sur glace s'inspirent d'expériences plus anciennes, notamment au Groenland. Les raideurs continuent de les interroger et de les perfectionner. » L'évolution de ce savoir-faire de terrain peut faire l'objet de sources écrites, descriptions, croquis ou cartographies. Il se transmet aussi par la pratique et le partage oral de l'expérience acquise. Ainsi, Élixa va-t-elle collecter des archives

orales, étape suivante de son projet. Que retient-elle de cette expérience ? D'abord, « le travail de terrain qui permet une meilleure compréhension de l'histoire des expéditionnaires, des fonds et de leurs lacunes. Cela me conduit à une réflexion critique sur les méthodes de collecte, adaptées à ces contextes de production particuliers. » Et aussi une impression marquante : « La beauté envahissante des lieux. C'est un choc esthétique qui vous submerge ! » ●

À savoir

Au sein de la direction des Fonds des Archives nationales, le pôle Outre-Mer et Coopération conserve, à ce jour, une partie des archives polaires. Parmi les producteurs se trouvent les Terres australes et antarctiques françaises, les expéditions polaires françaises, l'Amicale des missions australes et polaires françaises, l'Institut polaire français. Une cartographie des versements sera bientôt mise à la disposition des chercheurs.

COLD CASE AUX ARCHIVES NATIONALES

Le bureau du roi, le sang de Robespierre et le médecin légiste

« La table de Robespierre » : depuis 1794, c'est ainsi que l'on qualifie le très beau bureau exposé à l'hôtel de Soubise. Chef-d'œuvre d'ébénisterie de style Louis XV, il est devenu célèbre après la Révolution. On disait alors que le révolutionnaire Robespierre y avait été étendu, perdant son sang, avant de monter à l'échafaud.

Pierre Fournié, chef du département de l'Action culturelle et éducative



▲ Prélèvements d'échantillons sur la « table de Robespierre », en 2019. © Philippe Charlier

En 1849, les Archives nationales récupèrent un bureau Louis XV, appelé la « table de Robespierre ». Depuis lors, elles entretiennent une tradition, étayée par les récits de contemporains de l'événement : les 27 et 28 juillet 1794, Maximilien de Robespierre, mortellement blessé, aurait agonisé allongé sur ce bureau. Aux visiteurs incrédules, on montre ces traces rougeâtres sur le cuir recouvrant le bureau. À la fin du xx^e siècle, devant le risque de voir s'effacer ces marques, une plaque de Plexiglas vient protéger le plateau. Les traces devenues à peine visibles, comment certifier l'appellation « table de Robespierre » ? Dans les années 2010, la table attire l'attention de Philippe Charlier, médecin légiste et anthropologue,

Chef-d'œuvre d'ébénisterie, ce bureau de style Louis XV a tout une histoire... révolutionnaire.
© Alain Berry/Archives nationales de France



qui se lance dans une série d'études pour « faire parler les morts » à partir de leurs reliques.

À l'aide d'un écouvillon, il procède à des prélèvements sur les zones les plus pigmentées et celles de couleur marron. « Plus c'est sale, plus ça me plaît », confie-t-il à un journaliste. Mais, publiés en 2021, les premiers résultats de son analyse s'avèrent plutôt décevants. Le cuir qui recouvre la table a été tellement contaminé par des milliers de mains depuis 1794 qu'il est impossible d'avoir de certitude.

Philippe Charlier ne s'avoue pas vaincu : la morphoanalyse des traces de sang a progressé avec les avancées technologiques. En 2024, à l'issue de nouvelles analyses de paléo-prototypage sur les échantillons, l'incertitude est enfin levée ! Il s'agit bien de sang humain et, manifestement, de celui de Robespierre. Les protéines

prélevées corroborent l'expertise médico-légale rédigée à sa mort : victime d'un traumatisme crânien et encéphalique, il aurait perdu son sang à la suite d'un « tir entrant intrabuccal ».

Le paléopathologue fait « parler » d'autres protéines comme le liquide céphalo-rachidien. Dit de façon vulgaire,

le révolutionnaire a aussi laissé quelques bouts de sa cervelle sur le bureau ! Le cold case de « la table de Robespierre » est enfin résolu. ◆

Évolutions d'un meuble historique

Exécuté par l'ébéniste Gaudreaux, le bureau est livré au château de Choisy pour le roi Louis XV, en 1744. Recouvert de laque noire, il est transformé en 1787 pour Marc-Antoine Thierry de Ville-d'Avray, garde du mobilier royal. Les ébénistes Hauré et Benneman le plaquent de noyer jaune de Guadeloupe. En 1794, le Comité de salut public (dont fait partie Robespierre) fait transformer les appliques de bronze du meuble : elles portaient le chiffre du roi, elles seront désormais ornées de faisceaux de licteurs et de bonnets phrygiens. Le bureau entre aux Archives nationales le 4 août 1849 avec les archives conservées au Louvre. Le 10 février 1947, il sert pour la signature du traité de paix entre la France et l'Italie.

LE TRÉSOR DES CHARTES

Des archives mythiques, un lieu prestigieux

Au cœur des Grands Dépôts Napoléon III, la salle majestueuse dans laquelle trône la célèbre Armoire de fer fut aussi destinée à abriter le Trésor des chartes. Cette place centrale montre tout le prestige dont a bénéficié ce fonds d'archives. Mais de quoi s'agit-il au juste ?

Jean-François Moufflet, responsable du Trésor des chartes



▲ La salle du Trésor des chartes au XIX^e siècle, alors visitée par le public.
© Archives nationales de France

« Le noyau des Archives est le Trésor des chartes », écrivait Jules Michelet en 1833 dans son *Histoire de France*. L'historien et archiviste considérait ce fonds d'archives comme le point de départ de notre histoire nationale. Joyau légué par les siècles, d'autant plus précieux qu'il ne fut en rien égratigné par les destructions révolutionnaires, il est en effet le plus ancien dépôt des archives royales françaises. À partir de 1204, le territoire directement gouverné par le roi de France s'étend : ce changement suppose une évolution des méthodes d'administration. Parmi elles,

la façon de conserver l'information. La chancellerie royale compile dans des registres les informations utiles tout en organisant les documents reçus par le gouvernement. Ils sont dénommés, de façon générique, « chartes ». Sous Philippe Auguste (1180-1223), le dépôt se sédentarise à Paris. Par un ordre royal de 1231, on sait qu'il se trouvait alors dans le palais de l'île de la Cité. Saint Louis (1226-1270) décide, à partir de 1254, de l'installer dans la sacristie de la Sainte-Chapelle. Il contribue ainsi à sacraliser davantage le chartrier. Cette proximité explique, en partie, le nom de « Trésor des chartes », qui apparaît vers les années 1330 et sera consacré surtout sous Charles V (1364-1380).

Un arsenal de titres

Faute de pouvoir réunir l'ensemble des documents produits par les institutions royales, le Trésor des chartes a pris, dès la fin du XIV^e siècle, les allures d'un arsenal de titres. On y puisait des pièces pour justifier les droits du roi, que ce soit à l'intérieur comme à l'extérieur du royaume. On y trouve, en effet, beaucoup de titres domaniaux illustrant les rapports entre le roi et les anciennes provinces. Des chartriers provinciaux y ont été agrégés par la suite. Tous les traités diplomatiques

conclus avec les autres nations européennes avant 1660 y sont classés. Des dossiers politiques ont été créés : à titre d'exemple, les actes de mariage et les testaments des rois, reines et princes ; l'affaire des templiers ; l'hérésie albigeoise ; les juifs du royaume ; les croisades, etc. Ce n'est pas que l'histoire de la royauté que l'on peut écrire, c'est aussi celle des sujets et des provinces. Ce qui explique la place encore incontournable du Trésor des chartes pour les chercheurs d'aujourd'hui. ●

Repères

1231 : première mention connue du dépôt dans le palais de la Cité, à Paris.

1254 : transfert dans la sacristie de la Sainte-Chapelle.

1783 : déménagement dans une aile construite lors des travaux du Palais de justice de Paris.

1809 : installation à l'hôtel de Soubise, dévolu aux Archives nationales.

1865 : installation au centre de l'actuel dépôt Napoléon III.



▲ Salle actuelle des cartons du Trésor des chartes. Les registres du Trésor se trouvent toujours dans la salle attenante de l'Armoire de fer. © Archives nationales de France

« Je connais bien mieux le sport que tout le reste ! »

© Bénédicte Roscot

Michel Pastoureau

Médiéviste et historien des couleurs, Michel Pastoureau est d'une curiosité insatiable. Sceaux, armoiries, bestiaires, couleurs et sport : tout est, chez lui, sujet d'études. À l'occasion de l'exposition sur le textile (*lire pages 6-8*), il revient sur son parcours, nous confie sa passion des couleurs et évoque ses travaux récents.

Entretien réalisé par Ghislain Brunel, directeur des Publics, et Nesma Kharbache, rédactrice en chef

Jeune étudiant, vous vous êtes plongé dans l'étude des sceaux. Qu'est-ce qui vous a amené à la sigillographie ?

C'est l'héraldique. C'était, chez moi, une passion depuis que je l'avais découverte en classe de 4^e, à 12 ans, grâce à un professeur de dessin. Il nous avait fait dessiner un vitrail avec des armoiries, sur lesquelles figurait un dauphin. Ma passion d'adolescent est devenue l'héraldique.

Pour travailler sur cette science, il fallait passer par l'École des chartes, ce que j'ai fait. Pour ma thèse, j'ai opté pour les animaux dans les armoiries médiévales. Mes maîtres ont trouvé cela ringard ! J'ai dû argumenter que ma source principale serait les sceaux. Les sceaux, c'était sérieux !

Pas les animaux ; les armoiries, encore moins...

Et donc d'héraldiste, je suis aussi devenu sigillographe. Cela m'a conduit à travailler fréquemment au service des Sceaux des Archives nationales. On m'avait donné une table ; j'étais chez moi (*rires*), avec des conditions de travail exceptionnelles !

Le sceau reste la source documentaire principale pour l'héraldiste sur la période médiévale et pour des tas d'autres choses : la diplomatie, l'histoire du droit, l'iconographie... Malgré la petite taille d'un sceau, c'est inouï tout ce qu'on peut y voir !

Les Archives nationales présentent une exposition sur l'histoire du textile, domaine où les couleurs

ont évolué au fil des techniques, des cultures, des modes. En tant que spécialiste des couleurs, pouvez-vous nous dire ce qu'elles représentent pour vous ?

Ce qui m'intéresse dans la couleur, c'est de la considérer sous un angle professionnel, technique et économique. Cela m'a conduit à augmenter mon bagage en histoire des sciences et en chimie des matières colorantes. La couleur m'a fait devenir historien du vêtement et m'intéresser aux textiles et à la teinture. On remarque un triple déséquilibre en termes de documentation : entre le vêtement des élites et celui du commun des mortels ; entre le vêtement d'apparat et celui de la vie quotidienne ; entre le vêtement de dessus et celui

du dessous. En revanche, il n'y a pas de déséquilibre genré : on dispose d'autant d'informations sur le vêtement féminin que sur le vêtement masculin.

Comment ont évolué les couleurs à travers les siècles ?

On peut dégager de grandes tendances. Ainsi, on distingue très bien la « grande révolution bleue », à partir du milieu du XII^e siècle. Le bleu deviendra une couleur à la mode dans les élites et le restera pendant deux siècles. Puis arrive la vogue des noirs – qui n'est pas une couleur péjorative –, même avant la peste du milieu du XIV^e siècle. Vient, de nouveau, une immense vague de bleu au XVIII^e siècle.

À la même époque survient un fait de société majeur, partout en Europe : les « classes moyennes » ont enfin droit aux couleurs vives ! Par réaction, l'aristocratie se met alors aux demi-tons, aux tons pastel. C'est là que le rose apparaît, aussi bien pour les hommes que pour les femmes. Dans les années 1780, c'est le ton feuille-morte qui l'emporte. Il donne des dénominations extravagantes dans les catalogues de vente : « boue de Paris », « poire du matin », « cheveux de la reine » et... « caca dauphin » quand Louis XVI naît.

Au XIX^e siècle, c'est le retour du noir avec la société industrielle, du moins en ville, à cause



Bio express

Né en 1947, Michel Pastoureau est archiviste paléographe. Formé à l'École des chartes, il a été conservateur à la Bibliothèque nationale de France. Il a ensuite enseigné à l'École pratique des hautes études et à la Sorbonne. Spécialiste de la symbolique occidentale, il est l'auteur d'une série d'ouvrages sur les couleurs et les animaux, qui lui ont valu de nombreux prix. Dernières parutions : *Rose* (éd. Seuil, 2024) ; *Gestes et couleurs du sport. 150 ans d'images commentées* (éd. Seuil, 2024) ; *La Baleine, une histoire culturelle* (éd. Seuil, 2023) ; *Blanc* (éd. Seuil, 2022).

de la suie des fumées. Puis, de nouveaux changements sont rendus possibles, au XX^e siècle, avec la diffusion des couleurs « grand teint » qui tiennent face à la diffusion de la machine à laver. Aujourd'hui, l'œil de l'observateur est brouillé parce que tout est bon, tout est possible.

Comment sont perçues les couleurs, aujourd'hui ?

Depuis les années 1880, sous le coup de la publicité, on réalise un nombre inouï d'enquêtes d'opinion sur les couleurs préférées. Les premières sont allemandes. En Europe, ce qui est fascinant, c'est que les résultats demeurent les mêmes malgré les changements de société, les nouvelles matières... Chez les hommes et les femmes, le bleu vient en tête, à 50%. Ensuite arrive le vert, loin derrière, à 18-20% ; puis le rouge, le noir, le blanc et, enfin, le jaune, pour ce qui est des six couleurs de base. Les résultats sont à peu près les mêmes aux États-Unis, au Canada et en Australie ; bref, dans le monde occidental. Mais dans d'autres cultures, ça donne tout à fait autre chose, au Japon, par exemple, en Amérique du Sud, en Afrique noire...

Vous ne cessez jamais de défricher de nouveaux terrains. Quelle est votre actualité du moment ?
Je viens de cosigner un livre sur

les couleurs dans le sport avec mon confrère Georges Vigarello. Georges traite des gestes et moi, des couleurs. Ça me réjouit parce que je ne suis pas connu comme historien du sport alors que, sans mentir, je connais bien mieux le sport que tout le reste ! Je suis un lecteur de *L'Équipe* depuis mes 10 ans. Le sport est le fait de société qui, sans doute aujourd'hui, laisse le plus de traces archivistiques : textes, images, documents audiovisuels, traditions orales sur tous les supports, etc. Dans l'actualité animale – après le loup, le taureau, le corbeau et la baleine –, j'ai mis en chantier une histoire culturelle de l'âne. Et, dans mes travaux savants, je traîne depuis des décennies un projet de dictionnaire des termes de couleur en latin classique... Enfin, côté couleur, mon *Rose* vient de partir chez l'imprimeur. C'est ma septième monographie sur l'histoire d'une couleur, en Europe. Et j'ai un grand mérite parce que c'est une couleur que je n'aimais pas (*rires*). Puis, en travaillant dessus, j'ai appris à l'aimer, voilà.

► **Vous voulez en savoir plus sur le rose et les sceaux ?**
La suite de l'entretien est là :



Réfugiés espagnols gardés par des spahis à Argelès-sur-Mer, 1939. © Auguste Chauvin, Archives départementales des Pyrénées-Orientales, 27 FI 76



GUERRE D'ESPAGNE

Faire la lumière sur l'histoire des réfugiés

Les Archives nationales conservent de nombreux documents liés aux réfugiés de la guerre civile espagnole de 1936-1939. Des projets et des partenariats franco-catalans permettent de rendre accessibles ces archives des deux côtés des Pyrénées.

Marine Garnier, chargée d'études documentaires au pôle Intérieur

Entre 1936 et 1939, pendant la guerre civile en Espagne, des centaines de milliers de personnes fuient les combats et les bombardements. Elles traversent les Pyrénées pour trouver asile en France. Au total, près de 500 000 Espagnols

se réfugient dans l'Hexagone et en Algérie. À leur arrivée, les réfugiés sont d'abord concentrés dans des camps d'internement dans le Sud-Ouest de la France, avant d'être répartis sur le territoire. Les Archives nationales conservent, dans les fonds

du ministère de l'Intérieur, de nombreux documents relatifs aux exilés républicains espagnols. Ce sont principalement des listes et des notices individuelles de recensement et de surveillance. Afin de permettre à un large public d'explorer ces fonds, les Archives nationales ont lancé un projet d'indexation collaborative sur la plateforme Girophares. Toute personne volontaire peut y participer. La mission : relever les noms des réfugiés espagnols fichés par la police en 1939 et 1940. Cette démarche permettra, une fois l'indexation terminée,

de réaliser des recherches nominatives en ligne, facilitant ainsi la recherche généalogique et historique.

En effet, nombreux sont ceux et ceux qui s'intéressent de près aux exilés républicains espagnols : les descendants de ces réfugiés installés des deux côtés des Pyrénées, les chercheurs, mais aussi les institutions catalanes.

Une coopération transpyrénéenne

La Catalogne entretient, depuis 2007, la mémoire des victimes de la guerre civile et des réfugiés républicains. À travers son Memorial Democràtic, elle recense les Espagnols exilés outre-Pyrénées. L'un des moyens pour y parvenir consiste à consulter des archives conservées en France. Depuis plusieurs années, le mémorial indexe ainsi des milliers de documents issus des Archives nationales. Ce travail, qui complète l'indexation des fonds en cours sur Girophares, sera bientôt achevé. Un partenariat en préparation permettra, en 2025, l'échange de données entre les Archives nationales et le Memorial Democràtic, afin de partager les ressources et d'enrichir les travaux des deux institutions. ●

PREFECTURE de la GIRONDE

NOTICE INDIVIDUELLE

Travailleur { Agricole (1)
~~Industriel~~ (1)

NOI : *Blasco Vicente*

PRENOM : *Peter*

DATE : *28. juil. 1939*

LIEU DE NAISSANCE : *Sarragossa, Catalogne*

DATE D'ENTREE EN FRANCE : *9. fév. 1939*

LIEU D'HEBERGEMENT : *Camp de Castelnau de Nègre*

DATE A LAQUELLE CE REFUGIE A TROUVE UN EMPLOI : *24 août 1939*

EVENTUELLEMENT DUREE DU CONTRAT : *3 mois*

NOM DE L'ENTREPRISE (ou de l'employeur) : *M. Bellet - Bateau*

SPECIALISATION PROFESSIONNELLE : *luchon*

(1) / Supprimer la mention inutile.

▲ Notice individuelle au nom d'un réfugié espagnol, 1939; 19940497/52, dossier n° 1305. © Archives nationales de France



Zoom sur...

Le projet Carexil-fr

Entre 2020 et 2023, les universités Paris 8, Paris-Nanterre et les Archives nationales ont coopéré dans le cadre du projet Carexil-fr pour explorer des archives de la Commission d'aide aux enfants espagnols réfugiés en France. Cette association répondait, entre 1939 et 1940, aux lettres de demande de secours envoyées par des mères de famille exilées durant la guerre civile en Espagne.

« Tout a commencé grâce à une visite pédagogique avec des étudiants de la licence d'espagnol de Paris 8, en 2018. C'est alors que l'on nous a fait découvrir ce fonds », indiquent Marta López Izquierdo et Mercedes Yusta Rodrigo, professeures de langue espagnole et d'histoire contemporaine.

Résultats du projet: l'ouvrage *Nuestros humildes renglones* (2002) et la création d'une plateforme d'édition numérique. Carexil-fr se prolonge par une exposition, en octobre dans le cadre des Rencontres Artec (*lire ci-contre*).

Objets et lettres aux Rencontres Artec

Les Archives nationales accueillent, les 9 et 10 octobre, les Rencontres Artec sur leur site de Pierrefitte-sur-Seine. Cet événement réunit une trentaine d'artistes-chercheurs, étudiants, (post)doctorants, enseignants-chercheurs et créateurs. Tous sont invités à présenter leurs travaux lors de conférences, tables rondes, projections, performances et exposition.

L'École universitaire de recherche Artec, consacrée à la recherche-crédation, est implantée sur les sites des universités Paris 8, Paris Nanterre et du campus Condorcet. Les Archives nationales, avec d'autres institutions culturelles, font partie du consortium Artec. À ce titre, elles participent à des projets de recherche en partenariat avec les universités fondatrices. Au cours de ces rencontres, deux projets, dans lesquels les Archives nationales sont particulièrement impliquées, vont être présentés.

- **Le projet « Archiver les récits d'objets ».** Porté par le laboratoire Arts des images et Art contemporain de l'université Paris 8, il réfléchit aux protocoles d'enregistrement et d'archivage des récits accompagnant des objets matériels (comme une canne héritée d'un grand-parent) ou immatériels (chanson, rituel), ainsi qu'aux modalités d'exposition de l'ensemble. Il s'inscrit dans le cadre des muséo-banques, un dispositif de microcrédit accordé en échange du dépôt d'un objet personnel et du récit biographique qui lui est lié.
- **Le projet « Franchises postales ».** Porté par le laboratoire d'études romanes de l'université Paris 8, il suit les traces des lettres envoyées par des réfugiés républicains espagnols, lors de la guerre civile, depuis les camps de concentration français, à travers les paysages et les paroles des survivants et de leurs descendants. Il prolonge le programme de recherche Carexil-fr, centré sur l'édition numérique de lettres (*lire ci-contre*). ●



► **Programme et informations pratiques**
Entrée libre dans la limite des places disponibles.



LIRE, ÉCOUTER, VOIR



À VOIR

Paris 1793-1794. Une année révolutionnaire

À travers cette exposition, le musée Carnavalet - Histoire de Paris présente la vie quotidienne à Paris, en 1793-1794, période considérée comme la plus intense de la Révolution française. Certains objets parmi les plus emblématiques des Archives nationales y sont exposés : la Constitution de 1791, la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, le mètre étalon, ainsi que l'acte d'accusation, l'interrogatoire et le jugement d'Olympe de Gouges du 3 novembre 1793.

LIEU : musée Carnavalet - Histoire de Paris.
DATES : 16 octobre 2024-16 février 2025.



À VOIR

Les archives du sport s'exposent !

Les archives du sport conservées aux Archives nationales sont au cœur de l'exposition *À vos marques... Prêts? Cherchez!* Conçue avec des historiens du sport, elle donne un aperçu, sous forme de reproductions, de la richesse des fonds qu'elle invite à explorer. Elle montre également comment le sport moderne se démocratise tout au long du xx^e siècle jusqu'à s'imposer comme un véritable objet public. L'histoire du sport vous attend dans les cartons d'archives. À vous de jouer !

LIEU : Archives nationales, à Pierrefitte-sur-Seine.
Entrée libre et gratuite.
DATE : jusqu'au 2 décembre 2024.



À LIRE

Catalogue de l'exposition Made in France

Le catalogue de l'exposition *Made in France* (*lire pages 6-8*) montre la façon dont l'État a accompagné l'industrie textile, du milieu du xvii^e siècle jusqu'à nos jours. Il présente l'action des gouvernements sur plusieurs siècles pour contrôler, connaître et encourager la production du textile en France, des fibres naturelles aux matières synthétiques.

L'ouvrage retrace cette histoire exceptionnelle en quatre parties chronologiques, ponctuées d'articles transversaux consacrés au libéralisme, à la consommation, à la pollution ou encore à la mondialisation.



VENTE : boutique du musée des Archives nationales, à Paris (éd. Michel Lafon, 2024, 30€).